

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 01/02/2018 au 07/02/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Le Mexique prend la tête de l'opposition contre les Etats-Unis à l'OMC. 33 pays se rangent derrière la proposition mexicaine visant à faire pression pour le renouvellement de trois juges de l'Organe de Règlement des Différends. Cette proposition vise à mettre fin au blocage constant de ce renouvellement de la part des Etats-Unis qui cherchent à affaiblir cet organe.

La fin des négociations de l'ALENA risque d'être retardée. Selon Francisco de Rosenzweig, conseiller auprès des entreprises mexicaines, plusieurs facteurs devraient empêcher la fin des négociations en mars. Il faudrait attendre que les élections mexicaines, américaines (Congrès) et canadiennes (Provinces) soient passées afin de progresser sur des thèmes critiques tels que la solution des controverses commerciales ou le secteur automobile.

L'excédent commercial pour le commerce de biens du Mexique avec les Etats-Unis atteint 71,057 Mds USD en 2017 (+10,4% de variation interannuelle), soit son niveau le plus haut depuis 2007. Depuis sa campagne électorale, Donald Trump affiche la volonté de réduire le déficit commercial des Etats-Unis. C'est pourquoi, le président américain fait de la renégociation de l'ALENA sa priorité, le considérant responsable du déficit commercial de son pays. En réponse, le ministre de l'Economie mexicain Ildefonso Guajardo a déclaré que le Mexique était disposé à avoir une balance commerciale plus équilibrée avec les Etats-Unis à condition que les exportations connaissent une augmentation des deux côtés.

Economie

En 2017, l'excédent commercial de la France avec le Mexique s'érode, selon les données des Douanes françaises. Les échanges commerciaux entre la France et le Mexique diminuent de 6,185 Mds € à 5,831 Mds €, soit une baisse de 5,7% (g.a.). Si la France maintient son excédent commercial avec le Mexique, celui-ci se réduit et passe de 1,2 Md € en 2016 à 937 M€ en 2017. Les exportations françaises vers le Mexique enregistrent en effet une diminution de 8,6% (g.a.), passant de 3,7 Mds à 3,4 Mds €, tandis que les importations diminuent légèrement de 1,5%. Cette baisse des exportations s'explique notamment par la diminution des exportations de matériel de transport (-16,5%) et des produits agricoles et agroalimentaires (-79,8%). Le déficit de notre balance agricole se creuse ainsi de 18,5 M € à 82 M €. Les exportations françaises d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique sont également en baisse de 12% à 766 M€, en raison notamment de la baisse des exportations de produits informatiques et électroniques de 22,5%.

Le Mexique est confiant quant à la signature de l'accord de libre-échange avec l'Union Européenne d'ici à fin février. Par ailleurs, un accord de libre-échange sur le secteur automobile pourrait prochainement être conclu avec l'Argentine et le Brésil. Le président argentin, Mauricio Macri, sera d'ailleurs en visite officielle au Mexique le 20 février, ce qui pourrait permettre de faire avancer les négociations.

Jeudi 8 février, la Banque Centrale (Banxico) a pris sa première décision monétaire de l'année et annoncé une nouvelle augmentation de son taux directeur de 25 pdb qui passe à 7,5%, son niveau le plus haut depuis le 30 janvier 2009. Il s'agit de la douzième hausse de taux depuis décembre 2015 (+450 pdb au total). La Banque Centrale explique sa décision en raison du comportement récent de l'inflation et des risques qui persistent, risque inflationniste notamment. Ces risques sont dus à plusieurs facteurs : l'éventualité d'une dépréciation de la monnaie engendrée par les incertitudes liées au processus de négociation de l'ALENA, de nouveaux chocs sur les prix (en particulier énergétiques et agricoles), une réaction défavorable du marché à la politique monétaire de la FED ou encore la volatilité associée au processus électoral. Il faut néanmoins noter le **ralentissement du taux d'inflation qui passe de 6,77% en décembre 2017 à 5,55% en janvier 2018**, bien que cela constitue tout de même le taux d'inflation le plus élevé pour un mois de janvier

*Taux de change au 7 février 2018 : 1 USD = 18,65 MXN

depuis 2009. Cette évolution est principalement due à l'augmentation de 20,65% qu'ont connu les prix des fruits et légumes par rapport au mois de janvier de l'année précédente. Au contraire, la hausse des tarifs énergétiques qui avait été très marquée au début de l'année 2016 (+16,31% g.a) affiche un ralentissement pour le mois de janvier 2018 (+7% g.a).

Les transferts de migrants (*remesas*) reçus au Mexique ont atteint un chiffre record en 2017. Les *remesas* reçues par le Mexique ont en effet connu une hausse de 6,6% pour atteindre 28,7 Mds USD en 2017. S'ils proviennent très majoritairement des Etats-Unis (94,7%), les flux en provenance de l'Europe (en particulier depuis le Royaume-Uni, l'Espagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse et les Pays-Bas) ont néanmoins augmenté de 82,9%.

En janvier, les prix de l'essence et du diesel ont respectivement augmenté de 6,3% et 6,1% par rapport au mois de décembre 2017. Cela représente une augmentation d'un peso par litre en moyenne pour le consommateur et ce malgré une réduction de 26,4% de l'Impôt Spécial sur la Production et les Services (IEPS) prélevé sur les carburants. Cette hausse des prix résulte d'une augmentation des prix de référence américains que Petróleos Mexicanos (Pemex) utilise pour déterminer le prix de vente de ses carburants.

Au mois de novembre 2017, l'investissement brut en capital fixe a connu une baisse de 4,1% par rapport au mois de novembre de l'année précédente (INEGI) et de 0,9% par rapport au mois d'octobre 2017. Cette contraction s'explique par une baisse annuelle de 5,9% des achats de biens d'équipement d'origine nationale et par un ralentissement des activités de construction de 6,8% pour la même période.

En novembre 2017, l'Indice Mensuel de Consommation Privée sur le Marché Intérieur a augmenté de 2,9% par rapport à l'année précédente et de 0,5% par rapport au mois précédent (en série désaisonnalisée). Par rapport à octobre 2017, la consommation de biens et de services d'origine nationale s'est accrue de 0,6% alors que la consommation de biens importés a diminué de 0,5%

L'Indice de Confiance du Consommateur du mois de janvier 2018 a baissé de 3,1% (en série désaisonnalisée) par rapport au mois précédent. Cet affaiblissement s'explique par une diminution de la perception des consommateurs quant à leur situation économique espérée d'ici à un an ainsi que de leur possibilité actuelle d'achat de biens durables. Cependant, en comparaison annuelle, l'ICC affiche une hausse de 23% en données désaisonnalisées.

Finances publiques

Le déficit public atteint 233,7 Mds de pesos (12,5 Mds USD*), soit 1,1% du PIB pour l'année 2017 (Ministère des Finances et du Crédit Public). Ce déficit se situe en-dessous des 2,8% du PIB observés pour l'année 2016. Le solde primaire est pour sa part excédentaire, à hauteur de 1,4% du PIB. Par ailleurs, la dette publique est en diminution : elle est passée de 48,7% du PIB pour 2016 à 46,2%. Néanmoins, il est à noter que la majorité des recettes extraordinaires de l'Etat provient du solde positif de la Banque Centrale reversé dans les caisses de l'Etat.

A travers les impôts, les contribuables (plus de 60 millions) ont financé 55% des dépenses publiques de l'Etat. Cette contribution fiscale qui s'élève à 2,8 milliards de pesos (150,13 MUSD*) est la plus élevée depuis 1990 (année depuis laquelle le Ministère des Finances et du Crédit Public tient des registres) et représente 13,2% du PIB de 2017. L'Impôt sur le Revenu constitue le principal moteur de ces recettes fiscales puisque qu'il a contribué à lui seul au financement de 30% des dépenses publiques totales.

Le Mexique sécurise ses finances publiques contre un nouveau tremblement de terre grâce à un « bon catastrophe » de 260 MUSD émis par la Banque Mondiale. Les fonds seront débloqués en cas de survenance d'un séisme dans les deux prochaines années.

Entreprises et grands contrats

PEMEX : des raffineries largement sous-utilisées et des dépenses d'investissement en chute pour 2017. Le quotidien *Reforma* indique que les raffineries n'ont produit qu'à 47% de leur capacité en raison d'un nombre très élevé de catastrophes naturelles (inondations, incendies et séismes) et d'accidents ayant entraîné de nombreuses opérations de maintenance ralentissant l'activité. A titre de comparaison, les 127 raffineries américaines en opération ont fonctionné

*Taux de change au 7 février 2018 : 1 USD = 18,65 MXN

à 90,6% de leur capacité entre janvier et novembre 2017. Par ailleurs, la compagnie pétrolière mexicaine affiche des dépenses d'investissement en baisse de 38,6% par rapport à 2016. C'est la chute la plus importante enregistrée depuis 1990 (année à partir de laquelle le Ministère des Finances a commencé à tenir des registres sur les bilans financiers des entreprises productives d'Etat). Selon David Shields, expert du secteur énergétique, ces mauvais résultats sont le reflet de la baisse des prix du pétrole au niveau mondial qui entraîne une diminution des recettes perçues par l'entreprise. Par conséquent, les recettes pétrolières n'ont contribué au financement des dépenses publiques qu'à hauteur de 16%.

La Ronde 2.4 de la Commission Nationale d'Hydrocarbures fut un grand succès, en particulier pour la multinationale Shell qui a gagné 9 nouveaux champs pétroliers. Au total, ce sont 19 des 29 aires ou blocs en mer profonde mis sur le marché qui ont trouvé preneurs, alors que l'assignation de 7 champs aurait déjà été considérée comme un succès selon le Ministre de l'Energie mexicain Pedro Joaquín Coldwell. Par ailleurs, cette ronde a lieu en plein processus électoral et alors que le candidat favori des sondages, Andrés Manuel López Obrador, menace de revenir sur la réforme énergétique entamée.

Le Mexique est devenu le marché le plus important en dehors des Etats-Unis pour l'opérateur AT&T. Le pays est en train de supplanter définitivement le Brésil que ce soit en termes d'utilisateurs ou en termes de volume de recettes pour l'opérateur américain. A titre de comparaison, au quatrième trimestre de l'année 2017, le marché mexicain a généré 824 millions de dollars contre 695 millions pour le Brésil.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 07/02/2018
Bourse (IPC)	-2,58%	+6,41%	48 976,45
Risque pays (EMBI+Mx)	+4,07%	-21,50%	179
Taux de change USD/Peso	+0,22%	-9,64%	18,65
Taux de change Euro/Peso	-0,60%	+4,56%	23,03
Prix du baril de pétrole (USD)	-4,15%	+25,16%	55,97

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Le Guatemala et le Salvador modernisent et renforcent la sécurité de leurs frontières en prévision de l'Union douanière centraméricaine en formation. Les postes frontaliers de La Hachadura (côté salvadorien) et de Pedro de Alvarado (côté guatémaltèque) ont été améliorés, notamment dans le cadre du Plan d'Alliance pour la Prospérité du Triangle Nord (investissement de 3,3 MUSD des Etats-Unis). Grâce à ces progrès, le temps de passage de frontière pour les marchandises diminue de 40% et les coûts en transport et logistique de 30%.

Costa Rica

2016 – PIB: 57,4 Mds USD | Pop: 4,8 M hbts

Au Costa Rica, le chômage ne baisse toujours pas : à la fin du quatrième trimestre de 2017, il atteint 9,3%, un chiffre similaire à celui de l'année précédente (INEC). Le sous-emploi est lui en légère diminution : 8% contre 9% à la même période de 2016. Ces chiffres s'expliquent par le pourcentage très élevé d'emplois informels qui atteint 41% de l'emploi total à la fin de l'année 2017. Ce dernier a néanmoins baissé de 3,7 points de pourcentage respectivement à l'année précédente.

La Banque Centrale prévoit une croissance économique de 3,6% pour 2018 mais avertit que sans réforme fiscale, le déficit du gouvernement central pourrait atteindre 7,1% du PIB en 2018 et presque 8% en 2019.

En raison de l'augmentation des prévisions d'inflation, la Banque Centrale du Costa Rica a élevé le 1^{er} février son taux directeur de 4,75% à 5%. Elle explique sa décision par le comportement à la hausse du prix du pétrole depuis juillet 2017 qui affecte le prix local du carburant.

*Taux de change au 7 février 2018 : 1 USD = 18,65 MXN

Le Comité des assurances et des pensions privées de l'OCDE a émis un favorable pour l'adhésion du Costa Rica à l'organisation. Le Comité de politique de consommation de l'OCDE a approuvé les politiques en matière d'assurance et de retraites privées. Il recommande d'améliorer la supervision, de promouvoir la participation de nouvelles sociétés d'assurance au marché, de garantir les droits des consommateurs de services d'assurance et de retraites privées ainsi que de promouvoir le développement du marché et de la concurrence.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

En janvier 2018, le Guatemala a vu son Indice de Confiance pour l'Activité Economique chuter de 31% par rapport à janvier 2017. Cependant, ce même indice est en hausse de 33% par rapport au mois de décembre 2017 où il avait atteint 33,34 points (-41% g.a), niveau le plus bas depuis 2008. Selon une enquête réalisée par la Banque du Guatemala, il est estimé que le PIB réel augmenterait de 3,1% en 2018 et de 3,3% en 2019. Néanmoins, les prévisions quant à l'inflation sont de 4,87% pour janvier, 4,73% pour février et 4,78% pour mars.

Au cours de 7 dernières années, l'Union Européenne a octroyé 197 M€ (sous forme de dons / actions en coopération) au Guatemala, ventilés de la manière suivante : 64,8 M€ pour favoriser la compétitivité et l'emploi chez les jeunes, 60 M€ à la lutte contre la malnutrition chronique (qui touche plus de 56% des moins de 5 ans au Guatemala), 37 M€ à la sécurité et la justice (dont une grande partie est destinée à la Commission Internationale Contre l'Impunité au Guatemala ou CICIG et à l'Organisme Judiciaire) ; 30 M€ à l'appui de la société civile et 5 M€ à l'appui administratif.

Le Ministère de l'Energie et des Mines pourrait investir dans les prochaines années 430 MUSD dans le développement des énergies renouvelables via des appels d'offres publics. Le gouvernement a revu ses objectifs et souhaite réduire à 29,2% les émissions de gaz à effet de serre sur la période 2018-2032 (ce qui équivaut à éviter la production de 11,9 millions de tonnes de dioxyde de carbone).

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

Le Honduras commence l'année avec un taux d'inflation interannuel de 5% (Banque Centrale du Honduras). Au premier mois de 2018, la variation mensuelle de l'Indice des Prix pour le Consommateur (IPC) a été de 0,29% majoritairement impulsée par l'augmentation des prix des carburants (contribution à hauteur de 0,08 points de pourcentage), de l'habillement et de la chaussure (0,05 points de pourcentage).

Le port de San Lorenzo (sur la façade pacifique) perd en compétitivité : un espace de stockage limité, le manque d'équipement pour charger et décharger les conteneurs, problèmes de profondeur du canal (bloquant l'accès aux navires de grande taille) et les coûts élevés des opérations semblent perturber le bon fonctionnement de ce port. L'Entreprise Nationale Portuaire (ENP) souhaite confier pour une concession de 30 ans ce port à un opérateur privé – qui devrait investir plus de 65 MUSD dans la modernisation du port.

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

Le Nicaragua affiche un taux d'inflation interannuel de 5,36% en janvier 2018, soit une hausse de 1,48 point de pourcentage par rapport à janvier 2017 (Banque centrale du Nicaragua). L'Indice des Prix pour le Consommateur a enregistré une variation mensuelle de 0,31% en janvier 2018, majoritairement due aux prix des aliments et boissons non alcoolisées (+0.70%), du transport (+1,25%) ainsi que du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz (+0.25%). En revanche, les prix des loisirs et de la culture ont connu une variation à la baisse de -4,12% sur la même période.

Les remesas à destination du Nicaragua ont augmenté de 10% (g.a) en 2017 pour atteindre un total de 1,391 Md USD. Elles proviennent majoritairement des Etats-Unis (55,3%) et du Costa Rica (20%).

Panama

2016 – PIB : 55,19 Mds USD | Pop : 4 M hbts

En 2017, les transactions de la bourse panaméenne ont baissé de 27,8%, atteignant 5,323 Mds USD, après un record atteint en 2016 de 7,377 Mds USD. La réduction du volume des négociations est due à la baisse des enchères des titres de l'Etat qui s'est concentré, en 2017, sur les émissions sur le marché international à long terme. De plus, la baisse est aussi due à l'absence d'émission importante en 2017. Enfin, le record atteint en 2016 s'expliquait en partie par le programme de gestion des passifs de l'Etat, qui a généré un volume important sur le marché boursier mais qui n'a pas eu lieu en 2017.

*Taux de change au 7 février 2018 : 1 USD = 18,65 MXN

En 2017, le système portuaire a enregistré une croissance de 10,1% en TEU, soit 6 898 246 TEU (conteneurs de 20 pieds de long). Le Port de Cristobal, situé coté Atlantique a connu la plus grande croissance, avec +65%, suivi du *Colon Container Terminal* (+10,9%). L'augmentation des mouvements dans les ports de Panama semble être principalement attribuée aux ouragans dans les Caraïbes et à la nécessité de détourner les cargaisons de transbordement. En plus d'affecter les opérations dans les ports de conteneurs, l'ouragan Irma a forcé des changements dans les itinéraires de croisière dans la région des Caraïbes et la côte de la Floride. Cependant, bien que le mouvement de TEU ait été meilleur en 2017 qu'en 2016, les résultats sont similaires à ceux de 2015, les entrepreneurs considèrent qu'il s'agit plus d'une récupération que d'une croissance. Enfin, pour 2018, la CEPAL prévoit une augmentation des opérations portuaires.

Fin 2017, les bénéfices de Banco Nacional de Panama (BNP) atteignent un montant record de 160,4 MUSD, après 124,8 MUSD un an plus tôt. En 2017, la BNP a connu une diminution de ses dépenses : elle a dépensé 5% de moins que prévu, soit une économie de 7,9 MUSD. La Banque a déboursé 2,264 Mds USD dans les différents secteurs du pays. Sur ce total, 59,3% correspondent à la banque privée, 16,1% à la banque agricole, 15,6% à la banque d'entreprise, 5,2% aux institutions financières et 3,8% à la banque commerciale. Le portefeuille de prêts avait un solde de 3 640,8 Mds USD dont 3,421 Mds USD appartenant au secteur privé. De plus, l'indice de morosité de la banque est de 1,3%, bien en-dessous de la moyenne du système bancaire nationale à 3,4%. Enfin, pour 2018, la BNP prévoit d'installer 50 nouveaux guichets automatiques afin de renforcer les bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise et des modèles de risque ainsi que d'intégrer le financement dans les secteurs clés comme la logistique.

CARAÏBES

2016 – PIB: 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Barbade

2016 – PIB: 4,6 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

Le conseil d'administration du FMI conclut la consultation au titre de l'article IV. En 2016, la croissance a atteint 1,6%, reflétant les bonnes performances du secteur touristique. Le FMI prévoit une croissance à 0,9% en 2017 et 0,5% en 2018. Ce ralentissement est dû à la consolidation budgétaire en cours et à l'incertitude politique liée aux élections de juin 2018. Le pays connaît des défis importants : des réformes structurelles sont nécessaires pour la soutenabilité budgétaire (-5,5% du PIB de déficit en 2016/17) et de la dette (137% du PIB avec le régime d'assurance sociale), reconstituer les réserves et stimuler la croissance. Les services saluent les efforts de consolidation réalisés au cours des deux derniers exercices budgétaires, mais des efforts supplémentaires seront nécessaires pour équilibrer le budget à moyen terme et répondre aux besoins bruts de financement (41% du PIB). Le FMI recommande des mesures d'ajustement concentrées sur les dépenses, en particulier la réforme des entreprises publiques, cruciale pour s'attaquer au déséquilibre structurel du secteur public, en réduisant les transferts du gouvernement.

Haïti

2016 – PIB: 8 Mds USD | Pop: 10,8 M hbts

Les prévisions d'inflation de la Banque Centrale haïtienne sur le premier trimestre 2018 sont de 12,7% en glissement annuel. La Banque prévoit ainsi un net ralentissement du rythme mensuel, l'inflation devrait d'abord se porter à 1% en janvier avant de ralentir et de stagner à 0,8% en février et en mars.

Jamaïque

2016 – PIB: 14,03 Mds USD | Pop: 2,8 M hbts

La croissance pour l'année budgétaire de 2017/18 devrait être de 1%, selon le ministère des Finances et des services publics. Les précédentes prévisions estimaient une croissance entre 2,3 et 2,5%. Elle a été freinée par les mauvaises conditions météorologiques et le démarrage plus lent que prévu de l'usine Alpart Alumina. En revanche, en termes de créations d'emplois, le pays a connu son taux de croissance le plus élevé au cours des 10 dernières années. En 2017, le secteur touristique a surpassé tous les records, avec 4,3 millions de touristes accueillis, soit 500 000 visiteurs de plus qu'en 2016. Enfin, le taux de change s'est apprécié de 2,95% sur une période de 12 mois (jusqu'au 19 janvier), en comparaison à la dépréciation de 6,6% pour la période correspondante de 2017. Les réserves internationales nettes atteignent un niveau record de 3,2 MUSD.

Fitch confirme la note de crédit international à long terme (B) et améliore ses perspectives de stables à positives. Les rendements des obligations jamaïcaines sont principalement négatifs à la fin de la séance du 2 février. Les

*Taux de change au 7 février 2018 : 1 USD = 18,65 MXN

rendements pour les bons arrivant à échéance en 2022 à 11,625% étaient de -9,74 ; de -38,71 pour l'obligation de 2021 (8,5%) ; -7,15 pour l'obligation de 2025 (9,25). De plus, les obligations de 2036 (8,5%) et 2026 (7,625%) ont eu de faibles rendements à respectivement 0,38 et 2,11.

Le gouvernement aurait l'intention d'acheter la participation de 49% de PDVSA de la raffinerie Petrojam et ainsi posséder la raffinerie dans son intégralité. Cette décision interviendrait un an après que les 2 pays aient signé un accord pour améliorer la raffinerie. La prise de contrôle permettrait d'initier ce plan d'amélioration pour stimuler la production. Selon les estimations du gouvernement, la participation devrait valoir près de 80 MUSD, mais une évaluation formelle est en cours. Cette décision survient un an après la signature d'un accord de long terme pour moderniser la raffinerie et augmenter sa capacité de 40%, à 50 000 barils par jour. Par ailleurs, PDVSA a perdu sa participation dans une facilité de stockage aux Bahamas.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.